

Travaux de réaménagement des locaux Service Licences "Bâtiment Extension Galilée"

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Procédure adaptée n° 2024MAPAT00007

Le présent marché est attribué à l'issue de la mise en œuvre d'une procédure adaptée (MAPA) en application des articles L.2113-11-2, L.2123-1-1, L.2132-1 et 2, L.2141-1 à 11, R.2112-1 et 2, 5 et 6-2°, R.2113-4 à 6, R.2123-1-1°, R.2123-4 et 5, R.2142-19 à 26, R.2144-1 à 7, R.2181-2 du code de la commande publique.

Table des matières

| | |
|---|----|
| Article 1 - Objet du marché et désignation des contractants | 2 |
| Article 2 - Pièces contractuelles du marché | 2 |
| article 3 - Intervenants dans l'opération | 2 |
| Article 4 - Modalités d'exécution du marché | 3 |
| Article 5 - Modifications en cours d'exécution du marché | 5 |
| Article 6 - Rémunération du TITULAIRE | 5 |
| article 7 - règlement des comptes du maître d'œuvre | 6 |
| article 8 - assurances..... | 9 |
| article 9 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES | 10 |
| article 10 - différends et résiliation | 10 |
| article 11 - DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX | 11 |

Sans indication contraire au sein d'un article ou d'une clause, le terme « titulaire » désigne ensemble le titulaire de chacun des lots.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS

Le présent marché est un marché public de travaux relatif au projet **de réaménagement des locaux Service Licences "Bâtiment Extension Galilée"** sur le campus de Villetaneuse de l'Université Sorbonne Paris Nord (USPN).

Le marché est **mono-attributaire** : un seul titulaire sera retenu sur chacun des lots. Cependant, les candidats sont autorisés à candidater sur les deux lots et un même titulaire pourra être retenu sur les deux lots.

Il ne comporte pas de tranche optionnelle ni d'option. Aucune variante n'est autorisée.

Le marché est divisé en deux lots :

Lot 1 : Travaux de Curage - Sols - Plâtrerie - Menuiserie

Lot 2 : Travaux d'Electricité

Il est conclu entre :

- Le Pouvoir adjudicateur désigné à l'acte d'engagement, dénommé « **maître d'ouvrage** » dans le CCAP ;
- et
- Le titulaire du marché désigné à l'acte d'engagement dénommé « **titulaire** » dans le CCAP.

Conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le titulaire. Cependant, la date de démarrage des travaux pour chaque lot sera précisée par un ordre de service.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés de travaux (CCAG-TRAVAUX) approuvé par arrêté du 31 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;

ARTICLE 3 – INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

Les coordonnées postales et électroniques du maître d'ouvrage et du titulaire, nécessaires aux diverses notifications, sont celles renseignées dans l'acte d'engagement.

Article 3.1 – Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Article 3.1.1 – Représentant du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'USPN.

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est le Président de l'USPN.

Article 3.2 – Organisation de la maîtrise d’œuvre

Le maître d’œuvre est l’entreprise :

- EPOC Ingénierie, 3 bis rue Maurice Grandcoing - 94200 Ivry sur Seine

Article 3.3 – Le titulaire

Article 3.3.1 – Représentation du titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d’ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

Article 3.3.2 – Cotraitance

En cas d’attribution du marché à un groupement d’entreprises, la forme du groupement sera au choix en application des dispositions de l’article R. 2142-22 du code de la commande publique :

- solidaire avec désignation d’un mandataire membre du groupement ;
- conjointe avec désignation d’un mandataire solidaire membre du groupement.

Article 3.3.3 – Mandataire du groupement

L’un des membres du groupement, est désigné dans l’acte d’engagement comme mandataire. Il représente l’ensemble des membres vis-à-vis du maître d’ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres.

Article 3.3.4 – Sous-traitance

Il est fait application des stipulations de l’article 3.6 du CCAG-TRAVAUX.

Article 3.4 - Autres intervenants dans l’opération

Article 3.4.1 – Contrôle technique

Le contrôleur technique pour l’opération n’est pas encore désigné au moment de la publication de l’avis d’appel public à concurrence du présent marché. Le maître d’ouvrage ou le maître d’œuvre communiquera au titulaire le nom du contrôleur technique à l’issue de la notification du marché.

Article 3.4.2 – Coordination sécurité et protection de la santé (CSPS)

Le CSPS pour l’opération est d’ores et déjà désigné. Il s’agit de l’entreprise LS CONSEILS. Vous trouverez tous les détails le concernant dans le DCE.

Article 3.4.3 - Modalités de collaboration du maître d’œuvre avec le titulaire

Les modalités de collaboration du maître d’œuvre avec le titulaire sont précisées lors de la réunion de lancement qui sera organisée à l’issue de la notification du marché.

Le maître d’ouvrage autorise le titulaire à échanger directement avec le maître d’œuvre à toutes les étapes du projet. Le maître d’œuvre en informe systématiquement le maître d’ouvrage en le mettant notamment en copie des courriels qu’il adresse au titulaire.

Le maître d’œuvre fait respecter les obligations contractuelles assignées au titulaire notamment en matière de délais et l’informe sans délai des difficultés rencontrées lors de la collaboration avec le titulaire.

ARTICLE 4 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Article 4.1 – Informations réciproques

Article 4.1.1 – Comptes rendus des réunions

Les comptes rendus des réunions bilatérales entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont établis par le titulaire, qui les communique au maître d'ouvrage dans les 7 jours calendaires qui suivent la réunion. Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre disposent de 15 jours pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception.

Article 4.1.2 – Confidentialité, secrets professionnel et commercial

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-TRAVAUX en matière d'obligations de confidentialité du titulaire et du maître d'ouvrage.

Article 4.2 – Communication entre les parties

Les parties communiquent par écrit par tout moyen permettant de conserver une traçabilité des échanges.

Article 4.3 – Présentation et vérification des prestations

Article 4.3.1 – Délais d'exécution

Le délai global de réalisation des travaux est de quatre (4) mois.

Tous les documents d'exécution, plans, croquis ou détails à remettre avant l'exécution des travaux devront être remis par le titulaire au bureau de contrôle au moins un mois avant exécution.

En outre, le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG TRAVAUX, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au CSPS.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne l'application de pénalités, ou d'une retenue dans les conditions fixées à l'article 19.3, dont le montant est prévu par les documents particuliers du marché.

Ces documents sont remis sous un format PDF ou tout format équivalent.

Article 4.3.2 – Délais de vérification des documents

Le maître d'ouvrage peut accepter, avec ou sans observations ou rejeter les documents d'exécution à remettre par le titulaire avant l'exécution des travaux. En cas de rejet, il en indique au titulaire les raisons. Le titulaire représente alors les documents modifiés conformément aux indications du maître d'ouvrage dans un délai maximum de 5 jours ouvrés. Les documents modifiés peuvent également être acceptés ou rejetés par le maître d'ouvrage.

Le rejet de trois versions d'un document d'exécution ouvre droit à l'application de pénalité d'exécution. Le rejet de cinq versions ouvre à la résiliation du marché pour faute sans indemnité pour le titulaire.

Article 4.3.3 – Prolongation des délais d'exécution

En application de l'article 18.2 du CCAG-TRAVAUX, le maître d'ouvrage peut reporter le démarrage des travaux ou prolonger le délai d'exécution sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Un report ou une prolongation donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Article 4.4 – Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu jusqu'à la réception des travaux avec une fréquence minimale d'une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre organise, dirige et rédige le compte-rendu de ces réunions.

Article 4.5 – Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse au titulaire dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- porte sur la notification des dates des commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

Article 4.6 – Réception des travaux

La réception des travaux est réalisée conformément aux articles 41 et 42 du CCAG-TRAVAUX.

Le titulaire avise, à la fois, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le titulaire est convoqué par le maître d'œuvre aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis précité ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure. A l'issue de ces opérations, un procès-verbal de ces opérations (formulaire type EXE 4) est établi et signé par le maître d'œuvre et le titulaire.

A l'issue de la date d'achèvement des travaux, le procès-verbal de réception des travaux est établi et signé par le maître d'ouvrage, avec, sous ou sans réserve, conformément au PV des opérations préalables et à la décision du maître d'œuvre.

Une retenue de garantie sera prélevée sur le prix total €TTC de chacun des lots afin de couvrir les éventuelles réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception. Le titulaire a la possibilité de substituer à cette garantie une garantie à première demande ou une caution solidaire et personnelle. En l'absence de réserve ou dans le cas où celles-ci auraient été levées par le maître d'ouvrage, la garantie est libérée à la fin de la période de garantie légale des travaux.

ARTICLE 5 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché peut faire l'objet de modifications.

Chaque modification donne lieu à l'établissement d'un acte modificatif signé par le maître d'ouvrage et le titulaire.

ARTICLE 6 – RÉMUNERATION DU TITULAIRE

Article 6.1 – Prix du marché

Les prix sont établis conformément à l'article 9 du CCAG-TRAVAUX.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Les prix sont détaillés au moyen d'une décomposition du prix forfaitaire (DPGF). La DPGF est présentée sous la forme d'un détail évaluatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter et le prix de l'unité correspondant et indiquant quels sont, pour les prix d'unité en question, les pourcentages de ces prix correspondant aux frais généraux, aux impôts et taxes et à la marge pour risques et bénéfices, ce dernier pourcentage s'appliquant au total des frais directs, des frais généraux et des impôts et taxes.

Article 6.2 – Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% sera retenue sur le prix total €TTC de chacun des lots conformément aux dispositions des articles R.2191-32 à 35 du code de la commande publique.

Le titulaire a la possibilité de substituer à cette garantie une garantie à première demande ou une caution solidaire et personnelle. Si tel est le cas, il l'indique dans l'acte d'engagement. Le titulaire peut procéder à la substitution à tout moment de l'exécution du marché.

Article 6.3 – Révision des prix

En dérogation à l'article 9.4 du CCAG-TRAVAUX, le prix du marché est révisable tous les trimestres.

Le prix établis au moment de la notification du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 de dépôt de l'offre.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des nouveaux prix est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 * (I_n / I_0)$$

avec :

- I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois M0 d'établissement des prix ;
 - I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la demande de révision de prix.
- L'index de référence I correspond au BT01.

En application de l'article R. 2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. Une fois, le calcul du coefficient de révision arrêté pour le mois n , celui-ci s'applique à toutes les prestations facturées durant le mois n et s'exécute en bas de facture.

Le TITULAIRE est tenu de faire parvenir au Maître d'ouvrage son calcul de révision pour le mois n dès la parution de la valeur de l'index permettant la révision et au plus tard le 5 du mois $n+1$. Sans retour du Maître d'ouvrage sous 10 jours ouvrés, le calcul de la révision est réputé accepté. Dans l'hypothèse où le titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix dans les délais prévus et sans que le Maître d'ouvrage ne soit tenu de relancer le titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. L'arrondi est appliqué au résultat final du calcul du coefficient. Les périodes de réalisation résultant d'un retard imputable au titulaire et excédant le délai contractuel d'exécution des travaux seront exclus du calcul de révision et ne donneront lieu à aucun versement.

ARTICLE 7 – RÈGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Article 7.1 – Avances et acomptes

Article 7.1.1 – Avance versée au titulaire

Sauf en cas de refus du titulaire indiqué à l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

Lorsque le titulaire est une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

Lorsque le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres. La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée à l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière dans la DPGF.

Le taux d'avance s'applique au montant initial toutes taxes comprises (€TTC) du marché.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un (1) mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

Article 7.1.2 - Avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

Le titulaire transmet immédiatement au maître d'œuvre la demande de versement émise par le sous-traitant. Le maître d'ouvrage est obligatoirement en copie de la transmission. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du code de la commande publique.

Article 7.1.3 – Acomptes

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement qui prend la forme d'un projet de décompte mensuel établie par le titulaire à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement mensuel est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La demande de paiement mensuel précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

La remise de la demande de paiement mensuel intervient, en dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG-TRAVAUX, **en début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.**

Article 7.1.4 – Vérification des projets de décompte mensuel

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, les projets de décompte mensuel sont adressés pour validation au maître d'œuvre par mail ou par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux. Il met ensuite à disposition du maître d'ouvrage les décomptes mensuels sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels du titulaire, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la mise à disposition ou de l'envoi du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur.

Article 7.1.4 – Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Il est fait application de l'article 12.2.2 du CCAG-TRAVAUX.

Article 7.2 – Demande de paiement pour solde

Article 7.2.1 – Demande de paiement finale

Il est fait application de l'article 12.3 du CCAG-TRAVAUX. Le projet de décompte final est établi et transmis par le titulaire au maître d'œuvre.

Article 7.2.2 – Vérification du projet de décompte final et établissement du projet de décompte général

A l'issue de l'achèvement des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par le titulaire en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification et rectification le cas échéant, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder aux opérations allant de la vérification du projet de décompte final du titulaire à la transmission ou la mise à disposition du projet de décompte général au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à 10 jours calendaires à compter de la date de réception du document.

Article 7.2.3 – Notification du décompte général

La notification du décompte général est réalisée conformément aux articles 12.4.3 à 12.4.5 du CCAG-TRAVAUX.

Dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, le décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai de paiement.

Article 7.2.4 – Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 55 du CCAG-TRAVAUX.

Article 7.3 – Délais de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique. Le délai prend effet à la date de réception de la facture ou à la date d'admission des prestations dans le cas où cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1^{er} jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Article 7.4 – Pénalités applicables au titulaire

Les pénalités de retard sont applicables dans les conditions prévues au présent article.

En dérogation à l'article 19.2 du CCAG-TRAVAUX, les pénalités sont applicables dès constatation du manquement sans mise en demeure préalable et sans considération du montant de la pénalité.

Le maître d'ouvrage se laisse la possibilité de restituer toute pénalité appliquée. La restitution peut être totale ou partielle.

Article 7.4.1 – Pénalités en cas de retard dans la réalisation des travaux

Le délai global de réalisation des travaux compris au présent marché est de quatre (4) mois.

En cas de retard imputable au titulaire dans la réalisation des travaux, le titulaire encourt des pénalités.

Le délai pris en compte pour l'application de la pénalité est celui sur lequel s'est engagé le titulaire dans son offre.

Ce montant, par jour de retard, est fixé à 200 €TTC. La pénalité est applicable à partir du lendemain du dernier jour du mois ou de la semaine fixée par le titulaire dans son offre pour la fin des travaux.

Article 7.4.2 – Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au titulaire dans la présentation des documents à remettre au maître d'ouvrage, le titulaire encourt des pénalités.

Ce montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 50 €TTC.

Article 7.4.3 – Pénalité générale pour manquements aux obligations prévues au marché

Tout manquement du titulaire aux obligations fixées dans les pièces contractuelles du présent marché sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 150 €TTC.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Article 8.1 – Assurances du maître d'œuvre

Article 8.1.1 – Garantie de la responsabilité décennale

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du code des assurances.

Article 8.1.2 – Garantie de la responsabilité civile professionnelle

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le titulaire est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Article 8.2 – Stipulations communes

Le titulaire assume sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil, dans les limites des prestations qui lui sont confiées. Pour toutes les autres responsabilités professionnelles, il ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement ni *in solidum*, à raison des dommages imputables aux autres intervenants participant à l'opération.

Le titulaire supporte les conséquences financières de sa responsabilité dans les limites des plafonds de garantie fixés dans son contrat d'assurance.

La survenance d'un sinistre avant l'achèvement des travaux ne fait pas obstacle aux règlements des prestations.

Les attestations d'assurance du titulaire sont jointes au marché. L'attestation d'assurance de responsabilité civile décennale

du titulaire, conforme aux articles A 243-2 et A 243-3 du code des assurances, est jointe au marché. Dans le cas où il aurait contracté des garanties facultatives, le maître d'ouvrage transmet les attestations ou les lettres d'intention émanant de son assureur, afférentes à ces polices.

ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage et le titulaire respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 10 – DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION

Article 10.1 – Formalisme des réclamations

Tout différend entre le maître d'ouvrage et le titulaire fait l'objet, de la part du titulaire d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise du projet de décompte final ne s'oppose pas à ce que le titulaire réitère sa demande lors de la production de ce projet.

Article 10.2 – Représentation du titulaire

En complément des dispositions de l'article 3.4 du CCAG, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander au titulaire de faire remplacer la ou les « personnes physiques, habilitées à le représenter » ainsi que la personne « nommément désignée » pour exécuter tout ou partie des prestations du marché. Ce, pour insubordination, incapacité ou incompétence, non-respect des obligations ou défaut de probité. La ou lesdites personnes sont alors réputées "ne plus être en mesure d'accomplir cette tâche".

Article 10.3 – Règlement amiable des différends

En application de l'article 55 du CCAG-TRAVAUX, en cas de différend persistant après le processus de réclamation, le maître d'ouvrage et le titulaire privilégient, préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage et le titulaire peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article L. 2197-5 du code civil.

Article 10.4 – Manquements aux obligations du marché

Il est fait application de l'article 52 du CCAG-TRAVAUX.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne se conforme pas aux stipulations du marché, le maître d'ouvrage a la possibilité de mettre en œuvre des mesures coercitives. Le maître d'ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours calendaires. Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Article 10.5 – Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 49 à 54 du CCAG-TRAVAUX.

Dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire perçoit une indemnité de 5% de la partie résiliée du marché, en référence à l'article 50.4 du CCAG-TRAVAUX. Dans les autres cas, le titulaire ne perçoit aucune indemnité.

Article 10.6 – Tribunal compétent en cas de litige

Tout différend donne lieu à des tentatives de règlement amiable qui peuvent prendre toute forme permettant de trouver une solution au litige.

En cas d'échec de ces tentatives, conformément à l'article R. 312-11 du code de justice administrative, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du marché.

ARTICLE 11 – DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

| Articles du CCAP | Articles du CCAG-TRAVAUX auxquels il est dérogé |
|------------------|---|
| Article 6.2 | Article 9.4 Révision des prix |
| Article 7.1.3 | Article 12.1.1 Période de transmission des demandes de paiement mensuel |
| Article 7.4 | Article 19.2 Pénalités |